

MARATHON SOCIAL

Après le succès indéniable de la mobilisation sociale du 12 septembre dernier, marqué à la DGFIP d'un taux de grève de près de 14 %, se pose la question des suites et de l'inscription de la lutte dans la durée. Dès ce jeudi, on repartira en grève et en manifestation et déjà s'annonce dans le paysage social, la date de la journée d'action Fonction Publique du 10 octobre prochain. Certain.es se posent donc la question de comment faire concrètement pour se mobiliser avec une multiplication des RDV quand nous subissons l'amendement Lamassoure et le trentième indivisible. Cette impossibilité de débrayer une heure ou deux comme dans le privé et dans les autres versants de la Fonction Publique doit nous pousser à être « tactiques ». **Et donc pour le 21, l'essentiel sera d'être nombreux dans la rue !**

RUISSELLEMENT À L'ENVERS

Pour mieux comprendre que le problème en France n'est pas le dit « coût du travail » mais bien le coût du Capital, rien de mieux que la lecture de la presse « entrepreneuriale ». Ainsi une lecture assidue du journal Challenges nous apprend que :

- « en deux décennies, le nombre de milliardaires est passé de 11 à 92. Et la valeur des 500 plus grandes fortunes a été multiplié par sept, à 570 milliards, les avoirs du Top 10 représentant plus de 40 % du total. »
- « La tendance s'accélère : sur cette seule dernière année, les dix leaders ont vu la valeur de leur patrimoine grimper encore de 35 % »
- « des chiffres qui témoignent du formidable essor des entreprises au bénéfice de leurs actionnaires »
- « cette prospérité de l'élite contraste avec le sort du reste de la population. Le patrimoine médian des français a lui stagné depuis 1996, sous les 160 000 € »
- « la France terre d'héritiers ? Notre classement ne le dément pas : dans le top 10, les fortunes dynastiques dominent. »
- « les 500 plus grandes fortunes ne comptaient que pour

6 % du PIB en 1996. Ils pèsent aujourd'hui 25 % ! »

Ces quelques extraits du journal Challenges démontrent bien que la théorie économique néo-classique (comprendre furieusement néo libérale) du ruissellement, qui entend démontrer que lorsque les plus riches s'enrichissent, toutes les strates sociales en dessous en bénéficient fonctionne uniquement dans l'autre sens.

RECULER POUR MIEUX SAUTER ?

Gérard Darmanin a annoncé hier que les suppressions d'emplois dans la Fonction Publique d'État ne seraient « que » de 1 600 en 2018, soit tout de même une nette reculade si c'était confirmé par rapport au projet initial. Dans la foulée, l'application du protocole PPCR, bloqué jusqu'alors pour les A, serait débloqué en urgence... Bref gageons que l'annonce de la mobilisation unitaire dans la Fonction Publique du 10 octobre 2017 fait déjà bouger les lignes et peut conduire le gouvernement à faire de petites concessions. Il s'agit pour lui de désamorcer un potentiel conflit d'ampleur dans le Public et éviter des convergences fortes avec le Privé, notamment autour de la Loi Travail XXL. Cette petite reculade renvoie au passage les organisations syndicales dites « réformistes » devant leurs responsabilités : en refusant de s'engager dans la lutte contre la Loi Travail XXL, elles facilitent grandement le travail du gouvernement. A contrario des discours sur « l'inefficacité » des mobilisations, cet épisode démontre que l'unité d'action des organisations syndicales dans la rue, ça marche ! Reste donc aux salarié.es à dépasser les positionnements partisans et les clivages Public/Privé pour défendre les droits des salarié.es, que ce soit le 21 septembre ou le 10 octobre !

MÉNAGE SOUS TRAITÉ

À la DGFIP, le ménage est sous traité et le personnel, trop souvent maltraité. À Paris, grâce à une solidarité exemplaire, les employés de la sous-traitance ont gagné !

<http://www.financespubliques.cgt.fr/content/victoire-des-salarie-e-s-de-vds-en-greve-depuis-4-mois-sur-le-site-rue-de-la-banque-des>

